Plaidoyer pour la socialisation des banques

Résumé présenté en 3 parties pour ATTAC Oise par Rouvel Florent,   
Extrait pour moitié du livre d’Eric Toussaint : « Bancocratie »

**Plan en 3 parties**

**1/ l’idéologie qui nous domine  
2/ pourquoi a-t-elle besoin des dettes pour se maintenir en vie ?   
3/ les « petits dangers de la bête »**

**1/ l’idéologie méconnue de la bête qui nous domine**

Peu de personne**s** connaissent l’idéologie qui nous domine, pourtant quand on la connaît il n’est plus surprenant qu’il y ait pour conséquences :   
- Moins pour les salaires, moins pour les services publics (école, justice, santé…) et moins de recettes fiscales…  
- Et en même temps plus pour les profits et les inégalités.  
On parle bien du néolibéralisme … de « la bête néolibérale »…

**2/ pourquoi a-t-elle besoin des dettes pour se maintenir en vie ?**

Comment depuis 30ans maintenir un équilibre avec Moins pour les salaires… moins de recettes fiscales … plus d’inégalités  …Et en même temps plus de profits ??  
🡪 Grâce à l’explosion des dettes privées et publiques...et qui gère cette montagne de dettes et en tire parti? 🡪 la haute finance.

La finance c’est quoi ?   
Nous verrons que c’est principalement les banques qui sont devenu**e**s des Léviathans de la finance (puis loin après : les fonds de pensions,  compagnies d’assurances, fonds placements mutuels…etc)

Bilan : Ainsi dans le Monde : de 1985 à 2005   
\* PIB x3  
\* Les dettes ou plutôt les Titres en général (dettes, actions, obligations) x7  
\* Produits dérivés x100 !

**3/ les « petits dangers de la bête » … la triche, la spéculation, l’impunité totale, l’opacité …**

1 - la triche fait partie de sa nature… comme on la laisse se contrôler elle-même

2 - la spéculation fait aussi partie de sa nature

3 - “to big la bête? … but not to big to fail…” les banques sont des colosses aux pieds d’argile

4 - “to big la bête? … but not to big to jail…” l’impunité, jamais de sanctions

5 - l’ignorance entretenue des méfaits de la bête (média, lobbying, lien sur le quotidien…)

6 - perte de la démocratie… au profit de la « bancocratie »

**1/ l’idéologie de la bête qui nous domine**

Imaginez que  le peuple  de l’Union soviétique n’ait jamais entendu parler du communisme. Eh bien pour la plupart d’entre nous, l’idéologie qui domine nos vies n’a pas de nom.

Son anonymat est à la fois un symptôme et la cause de sa puissance… pourtant elle a joué un rôle déterminant dans un très grand nombre de crises… mais nous traitons ces crises comme si chacune émergeait de manière isolée, et nous manifestons tour à tour contre des conséquences : le lent effondrement des retraites, de la santé, de l’Éducation, de la justice, du droit des salariés, les crises migratoires … Ne voyant pas qu’elles sont toutes liées par la même idéologie qui a un nom : le néolibéralisme ou capitalisme financier.

Quel plus grand pouvoir que de pouvoir se déployer de manière anonyme ?

Dans un premier temps rappelons ses grandes fausses idées avant de voir comment elles se concrétisent dans le monde de la finance…

* **1/ libre concurrence et équilibre automatique**
* **2/ « l’argent des riches enrichit les pauvres »**
* **3/ chacun a ce qu’il mérite**
* **4/ seules les entreprises (le privé) créent la valeur : richesses et emplois**

**1/ libre concurrence avec un équilibre automatique des forces…**

placer la concurrence comme base des relations humaines, et croire en l’équilibre automatique de l’offre et la demande.

Pb 1: la spéculation (croire en la hausse des prix) fait varier les prix sans lien avec le degré des besoins humains, ex augmentation du prix du riz de 1000% alors que les besoins étaient relativement stables. Les spéculateurs qui achètent n’expriment pas le niveau d’utilité mais leur croyance dans la hausse du prix.

Pb 2: il faudrait des agents économiques parfaitement informés et rationnels…le lobbying et le contrôle de l’information faussent les décisions des agents économiques

Pb 3 la formation de monopole fausse la concurrence

Pb 4 dans un monde de concurrence, le dumping fiscal et social a tendance à tirer vers le bas les sociétés.

**2/ « l’argent des riches enrichit les pauvres » les 0,01% financent les 99,99%, les 0,01% sont indispensables**

Pb : outre que l’on peut penser aussi que ce sont les 99% qui créent par leur travail les richesses utiles le problème nouveau avec le néolibéralisme décomplexé est que l’argent se concentre dans une soixantaine d’ultra riches (qui possèdent autant que la moitié de la population mondiale) … à partir de ce niveau il n’est plus utilisé dans l’économie réelle mais dans la finance car plus lucrative.

Moins de 2 % des opérations financières règlent des opérations économiques réelles. Le reste des opérations (98%)… bref de l’argent qui achète de l’argent… n’est plus utilisé pour des services utiles aux besoins humains.

**3/ chacun a ce qu’il mérite**

Le marché récompense les meilleurs, sanctionne les faibles. Nous intériorisons ces croyances, les riches sont riches parce qu’ils le méritent.

* Si vous êtes au chômage c’est parce que vous n’êtes pas assez bon… même si vous êtes aujourd’hui 5M dans ce cas.
* Si votre compte bancaire est vide c’est parce que vous êtes mauvais gestionnaire ou que vous ne méritez pas meilleur salaire… même si depuis 30ans il manque 180Md€ /an pour les salaires

**4/ seules les entreprises (le privé) créent la valeur : richesses et emplois**

On parle ainsi de « poids » ou charge pour l’État, mais pas pour une banque ou une entreprise

En France, comme dans la majorité des pays développés, la part des dépenses publiques est légèrement supérieure à 50% du PIB ; ce que comprend le citoyen lambda, c’est que l’on prend 50% des richesses produites (sous-entendu par le privé) pour le donner aux fonctionnaires… c’est faux ! La dépense publique n’est pas une « charge »

**1/ Premièrement** les études démontrent qu’environ plus du 1/3 des dépenses publiques est directement reversé au privé, exemples :

– la protection sociale représente presque la moitié du revenu des ménages

– Aux entreprises (230 Milliards d’aides publiques /an !!!)

Ainsi, La dépense publique contribue aussi au PIB à hauteur de 355Md€

Étude du FMI 2012 : chaque euro de réduction de dépense publique entraîne plus d’un euro de réduction du PIB.

**2/ deuxièmement :** le capitalisme financier est devenu LA charge qui pèse le plus sur notre société , exemple : évolution sur une trentaine d’années :

– Part des dividendes –> + 120 milliards PAR AN

– Salaires : –> – 180 Milliards d’euros PAR AN

C’est maintenant une charge pour les entreprises :

Aujourd’hui le « Surcoût du capital » [1] ≈ 100Md€ / an. Concrètement quand une machine coûte 100€/an (avec la marge de profit) l’entreprise doit dépenser entre 150 et 170€.

**CONCLUSION : dommage que peu de personnes connaissent l’idéologie qui nous domine, pourtant quand on la connaît il n’est plus surprenant qu’il y ait pour conséquences :**

* **Moins pour les salaires, moins pour services publics (école, justice, santé…) et moins de recettes fiscales…**
* **Et en même temps plus pour les profits et plus d’inégalités.**

**On parle bien du néolibéralisme …**

**2/ comment cela aboutit à l’explosion des dettes pour la maintenir en vie**

Comment depuis 30ans maintenir un équilibre avec Moins pour les salaires et moins de recettes fiscales et plus d’inégalités  …Et en même temps plus de profits ??

Grâce à l’explosion des dettes privées et publiques Parmi ces dettes certaines sont utilisées pour l’investissement ou maintenir la satisfaction des besoins humains … d’autres, moins connues et pourtant nettement plus importantes et plus toxiques… pour maintenir un système financier fou, nocif voir criminel, jamais sanctionné, jamais médiatisé   
... et qui gère cette montagne de dettes ? la haute finance.

**La finance c’est quoi ?**

**1 : C’est principalement les banques**

banques : (officiellement, sans compter le hors bilan…) 140 000 MD$ d’actifs gérés   
Loin après : les fonds de pension, compagnies d’assurances , fonds placement mutuels, les hedge funds … rappel : PIB mondial en 2013 = 75 000 MD$ (PIB de la France 2 000 = bilan BNP)

1 – banques : (officiellement, sans compter le hors bilan…) 140 000 MD$ d’actifs gérés   
2 – les fonds de pensions : 30 000 MD$   
3 – compagnies d’assurances : 25 000 MD$   
4 – fonds placement mutuels : 25 000 MD$ (BlackRock 4000 MD$ à lui seul)   
5 – les fonds souverains 5 000 MD$   
6 – les hedge funds et Money Market funds : 5 000 MD$

**2 : les plus importants marchés financiers :**

* Le marché des changes (x 500 de 70 à 2013 : 10 MD$ à 5300 MD$ par jour ! soit vingt fois plus que l'ensemble des Bourses mondiales.  Ou en une semaine plus que le PIB mondial !!!
* les marchés des dérivés ( 700 000 MD$ en 2011 en valeur notionnelle, soit 10x le PIB mondial ) Définition produits dérivés (wiki)  : un instrument financier
  + - dont la valeur fluctue en fonction de l'évolution du taux ou du prix d'un autre produit appelé sous-jacent ;
    - qui ne requiert aucun placement net initial ou peu significatif ;
    - dont le règlement s'effectue à une date future.

Il est composé :   
- au 3/4 composés de SWAPS sur les taux d’intérêts (garanties sur le taux ou faire d’un taux variable… un taux fixe)   
- le reste composés de garanties sur les taux de changes (valeur d’une monnaie), de garanties sur les crédits (CDS : Crédit Default Swaps) …

80% du volume des dérivés appartiennent aux 14 plus grandes banques ! Soit près de 8 x le PIB mondial !

C’est pourquoi, dans le cadre du désarmement des marchés financiers, ce qui va suivre est un plaidoyer pour inscrire la réduction des dettes et surtout la socialisation des banques comme une des principales solutions REALISTES à la crise. En tant que principaux acteurs du capitalisme financier, le métier de banque est trop essentiel à l’économie pour être laissé entre les mains d’intérêts privés

Définition 🡪 **socialisation du secteur bancaire** : réappropriation et contrôle citoyen (c’est-à-dire des salariés, banquiers, clients, associations et représentants des acteurs publics) pour être soumis aux règles d’un service public, les revenus doivent être utilisés pour les besoins humains

**Bref rappel historique :L’explosion des dettes privées transformées en dettes publiques.**

**Suite crise des années 30 et seconde guerre mondiale**Après les fortes luttes sociales exprimant la volonté de rompre avec la finance (qui avait soutenu les Nazis et profité de la guerre) les gouvernements ont été amenés à fortement réglementer le secteur financier afin d’éviter de nouvelles crises. Une des mesures fortes a été par exemple : la séparation stricte des banques de dépôts et des banques d’affaires (loi américaine la plus connue : Glass Steagall Act, respectée jusque dans les années 80. (mesure à reprendre d’urgence et promise par Hollande)

**Pas de crises majeures durant les trente glorieuses**Les banques, à l’époque, portaient les risques des crédits en conservant ces derniers dans leur bilan.

**Puis Déréglementation et financiarisation : de 1980 à 2008**Recours à la titrisation en masse : transformation des crédits en titres financiers qui sont revendus … **avec leur risque** 🡪 augmentation des profits et des dettes financières privées

**2008 à nos jours**La bulle spéculative dans l’immobilier est souvent donnée comme la raison de la crise… c’est faux, c’est l’élément déclencheur, l’ampleur de la crise revient à l’explosion des dettes privées avec l’explosion des risques qui allaient avec (sociétés financières ont X6 des dettes de 80 à 2008 alors que l’état x1,5) …

Après 2008 il y a transfert des dettes privées vers le public en raison principale du sauvetage du système financier par le public (les états) : 🡪 augmentation des dettes publiques et… toujours privées

Bilan : La première dépense publique en France c’est la dette publique.

**Bref rappel historique : évolution de la nature des banques :**

* **1/augmentation des actifs,**
* **2/augmentation du risque car diminution du capital,**
* **3/augmentation de la spéculation.**
* **1/augmentation des actifs,**

Un exemple : Au Royaume Unis (mais c’est pareil pour les autres pays)

|  |  |
| --- | --- |
|  | Le volume des actifs financier |
| Milieu 19ème siècle | 50% du PIB |
| 2012 | 1000% du PIB |

|  |  |
| --- | --- |
|  | Capital dur des banques |
| Milieu 19ème siècle | 50% |
| 2014 | 4% |

Les banques empruntent 20 à 30x plus que leur capital pour leurs activités, une petite perte peut entraîner la faillite.

19ème siècle : le patrimoine des propriétaires était totalement engagé en cas de faillite de la société qu’ils possédaient (via ses actions mais aussi via sa propriété directe !). En droit on parlait de la responsabilité illimitée des propriétaires actionnaires.

* **2/augmentation du risque car diminution du capital,**

**l’impact de la déréglementation bancaire des années 1980-2008 ?**

En simplifiant : actif = ce que l’on possède

Passif = la façon dont on le finance

Actif = passif

Capital 4 %

capital

10%

1/4

crédits

Titres

financiers

capital

1/2

risque

risque

Titres

financiers

Titres

financiers

Titres

financiers

1/4

dépôts

3/4

crédits

3/4

dépôts

actif passif actif passif actif passif

risque<capital risque>capital

épicerie banque type 1980 banque type

« banque de dépôt » contemporaine

« banque universelle »

(banque de dépôt + banque d’affaires)

Avant, les banques analysaient les risques d’une demande de crédit car une fois le crédit accordé elles le gardaient dans leur bilan **pourquoi augmenter les risques en augmentant leurs actifs ?**

En tant qu’entreprises capitalistes (ce n’est pas un service public) les banques doivent se rendre attractives pour leurs actionnaires… elles doivent donc augmenter leur rendement sur fonds propres, le ROE 

|  |  |
| --- | --- |
|  | ROE rendement sur fond propre |
| Milieu 19ème siècle | 4% |
| 2007 | 20% |

* **3/augmentation de la spéculation.**

|  |  |
| --- | --- |
|  | Durée de vie moyenne d’une action |
| Milieu 19ème siècle | Le temps de vie d’une banque. |
| 2013 | 10min (Scialom et Giraud) mais beaucoup de trading à haute fréquence 1 millionième de seconde et contrôlé automatiquement par des programmes. |

Bilan : les investisseurs à long terme (petits actionnaires et pouvoirs publics) ont perdu la main, ce sont les investisseurs à court terme les plus spéculatifs qui mènent la danse et gagnent à tous les coups, à la hausse ou la baisse. .. jusqu’à la prochaine crise

**CONCLUSION :**

Pourquoi les crises se multiplient et s’intensifient :

* Le fait de pouvoir se séparer des risques que l’on a pris
* Le risque d’un krach financier d’autant plus grand que les banques sont financiarisées : Il suffit d’une perte minime sur les actifs engagés pour perdre tout son capital (Ex : Une grande banque comme la DB peut prêter 50x son capital… une perte de 2% de ses actifs peut entraîner sa faillite !

Aujourd’hui la partie financière de la banque étant tellement importante que le risque n’est plus porté que par les financiers mais aussi par les épargnants, commerçants, PME et les administrations publiques 🡪 l’État est plus ou moins « obligé » d’intervenir en cas de faillite. Le plus drôle est qu’il s’endette auprès des mêmes financiers qu’il est venu sauver

**Bilan : Monde : de 1985 à 2005**

* **PIB x3**
* **Titres (dettes, actions, obligations) x7**
* **Produits dérivés x100 !**

**3 : Les « Petits dangers » de la bête**

**La spéculation et la triche sont naturelles… quand on se contrôle soi-même … ce qui peut avoir des conséquences dramatiques… Banques trop grosses pour faire faillite ? trop grosses pour être condamnées ?** “**to big to fail ou to big to jail”**

**3.1 La triche est naturelle… quand on se contrôle soi-même**

* Rappel : le marché des changes est le plus important marché financier (x 500 de 70 à 2013 : 10 MD$ à 5300 MD$ par jour ! ) , c’est seulement quelques banques qui fixent les taux de référence et peuvent donc les manipuler facilement (ex : scandale sur le Libor, l’ISDA fix on y reviendra plus loin)
* il est à la fois aisé de dissimuler les risques… mais aussi dissimuler l’évasion fiscale…voire dissimuler les activités mafieuses et criminelles car il y a accès facile pour :
  + **le hors bilan** (suivi comptable des activités qui n’ont pas encore entraîné un paiement de la part de la banque …mais lui fait déjà courir un risque… il est constitué à 90% d’opérations sur les dérivés 🡪 100 000 MD€ pour les seules banques françaises …
  + le Shadow banking : création de sociétés financières sans dépôts de clients, donc sans réglementation 🡪 70 000 MD$ en 2012
  + le tout dans les paradis fiscaux, (paradis pour les 1% = enfer pour nous les 99%) (championne : Deutsche Bank = 1000 filiales, BNP : 300 filiales…) la Suisse, la City de Londres et le Luxembourg sont les plus importants. Ex : les îles Vierges ont 100 sociétés par habitants,
  + ex : HSBC a reconnu avoir blanchi 900 millions de $ des cartels Mexicains de la drogue… on y reviendra plus loin.
* Dissimulation : ex crise de 2008 : masse de crédits immobiliers impossible à rembourser 🡪 effondrement des produits dérivés subprimes 🡪 pertes dans les banques importantes voire supérieures à leur capital 🡪 2 choix :
  + Être rachetée par l’état ou une autre banque (ex : Northern Rock a été nationalisée en 2008)
  + Dissimuler leurs pertes… beaucoup de banques étaient en réalité en faillite (ex : la Deutsche Bank a dissimulé 12 Md€ de pertes sur le marché des dérivés (Financial Tmes 06/12/12) …3 employés ont dénoncé les faits… 1 a été licencié, l’autre est parti avec 900 000$ le 3ème est resté anonyme … Le directeur juridique de la D Bank était un des principaux responsables de la SEC (Security Exchange Commission) organe de contrôle des marchés 🡪 ceci n’est pas un cas isolé mais un standard de fonctionnement…

**3.2 “to big … but not to big to fail…”**

* **Pourquoi “to big” ?** 
  + pour ces plus grandes banques les dérivés qu’elles détiennent représentent plus de 20x leurs actifs et 300 fois leurs fonds propres
* Caractéristiques des grandes banques européennes :
  + Début des années 2000 aucune n’avait un volume d’actifs > au PIB de son pays, ce qui est maintenant courant. Malgré cela, aujourd’hui elles octroient un volume de prêts aux ménages et aux entreprises (financement de l’économie réelle) < aux dépôts qui leur sont confiés
  + En 2011 les actifs et les dettes des banques de l’UE représentaient 370% du PIB

**Not to big to fail… Les banques, ces «  colosses aux pieds d’argile »**

* Une grande banque comme la DB peut prêter 50x son capital… une perte de 2% de ses actifs peut entraîner sa faillite !
* elles sont assurées sur leurs défauts de crédits par les CDS : faux : ex de l’aberration du système.
  + CDS (Credit Default Swap) La faillite de Lehman Brothers ou d’AIG (plus grande compagnie d’assurance sauvée *in extremis* par l’état et nationalisée) a montré que les émetteurs de dérivés n’ont pas les moyens d’assumer les risques de non remboursement d’une obligation… de par la quantité… mais aussi qu’il est d’autant plus compliqué que l’on exige le remboursement d’une chose que l’on n’a pas !!
    - ex de la folie: Monsieur X gagne de l’argent en me revendant son assurance maison… j’ai l’assurance de Monsieur X, il y a le feu (je peux même y mettre le feu) , je récupère l’argent !
    - ex : j’ai acheté des CDS pour en cas du non-paiement de la dette grecque 🡪 je souhaite que la Grèce fasse défaut (rmq : interdit depuis 2012 … mais juste pour les dettes des états de l’UE soit 5 % des CDS… c’est le seul tout petit point de vraie régulation depuis 2008).
* Les banques ont besoin de 7000Md€/jour (ce qui relativise la dette publique)

Le montant des dettes bancaires à très court terme est passé de 1500Md€ (en 98) à 7000Md€ au moment de la crise de 2008 et ce maintenu à ce niveau depuis. Les banques ont besoin de 7000Md€/jours… comment :

* Pour tenter d’augmenter leur ratio fonds propres/actifs (sans tricher) les banques ont besoin de vendre des obligations (emprunts émis) pour se financer à long terme de manière stable. Mais les investisseurs institutionnels (banques, compagnies d’assurance, fonds de pension, fonds de placement, fonds souverain = appelé aussi les zinzins) ne leur font plus confiance🡪 augmentation du rendement exigé à 8% 🡪 baisse du financement par des obligations 🡪 dépendent donc des liquidités mises en permanence par les pouvoirs publics via leur banque centrale. Sans ces dernières, de nombreuses banques seraient en faillite.
* Du côté du financement via la Bourse via des actions : les années qui ont suivi la crise, la valeur des actions des banques ont été divisée par 5 avant de repartir à la hausse après les interventions des banques centrales (après 2012). Mais il s’agit d’une hausse spéculative, l’économie réelle baisse. Cependant les banques en tirent de réels profits car elles sont des intermédiaires importants en bourse pour l’achat/vente d’actions. Mais elles sont aussi devenues très fragiles aux futurs krachs boursiers.

**3.3 la spéculation est naturelle**

* Pratiques génératrices de nouvelles crises :
  + Le trading à haute fréquence : il représente 60% des ordres sur actions (Bourse Paris )entièrement spéculatif, se fait automatiquement par des ordinateurs au millième de seconde, il peut être facilement manipulé. Ex : quot suffing (bourrer la cotation d’ordres inutiles : en 2011 le Dow Jones a ainsi perdu 1000pts en 10’(avant d’en regagner 600)
  + Pratiquer le trading pour son propre compte
  + Le short selling ( vente à découvert ) : vendre un titre sans le posséder avec l’intention de le racheter ultérieurement avant de le livrer à l’acheteur

**L’exemple de la spéculation des banques sur les matières premières et les aliments (les commodities)**

La spéculation des banques sur les matières premières et les aliments a augmenté de 140 millions le nombre de personnes souffrant de la malnutrition en un an (la malnutrition ce n’est pas seulement avoir faim… cela entraîne souvent des graves maladies handicapantes ou mortelles)

Ex spéculation sur les matières premières : G Sachs a acheté les entrepôts d’aluminium à Détroit – stockage stratégique 🡪 temps d’attente pour être livré a été multiplié par 16 (1à 16 mois) 🡪 220 million de bénéfices

Jean Ziegler : « La crise financière de 2007-2008 provoquée par le banditisme bancaire a eu notamment deux conséquences. La première : Les fonds spéculatifs (hedge funds) et les grandes banques ont migré après 2008, délaissant certains segments des marchés financiers pour s’orienter vers les marchés des matières premières, notamment celui des matières premières agricoles. Si l’on regarde les trois aliments de base (le maïs, le riz et le blé), qui couvrent 75 % de la consommation mondiale […] le prix du maïs a augmenté de 90 %, le blé de 100% et le riz de 1000% (la tonne de riz est passée de 105 à 1010 dollars et la tonne de blé meunier a doublé depuis septembre 2010, passant à 271 euros). Cette explosion des prix dégage des profits astronomiques pour les spéculateurs, mais tue dans les bidonvilles des centaines de milliers de femmes, d’hommes et d’enfants. Une deuxième conséquence est la ruée des hedge funds et autres spéculateurs sur les terres arables de l’hémisphère sud. Selon la Banque mondiale, en 2011, 41 millions d’hectares de terres arables ont été accaparés par des fonds d’investissements et des multinationales uniquement en Afrique. Avec pour résultat, l’expulsion des petits paysans. »

Selon l’ONG Oxfam les 4 principales banques françaises (BNP SG CA BPCE) géraient en 2012 au moins 18 fonds qui spéculent sur les matières premières et qui ont été créés une fois que la crise alimentaire de 2008 avait commencé.

voici 22 propositions afin de mettre en place une alternative à la crise alimentaire (CADTM : <http://cadtm.org/Les-banques-speculent-sur-les>)

Ex du cynisme : des fonds de placement comme KBC –lifeMI Security Food racolent leurs clients avec des publicités présentant comme une opportunité la pénurie d’eau 🡪 pénurie alimentaire 🡪 augmentation des prix en perspective

**95% des échanges sont de type spéculatif sur le marché des devises : 5300MD$ par jour (soit vingt fois plus que l'ensemble des Bourses mondiales!)**

Le reste,5% … en lien avec l’économie réelle, concerne les investissements les commerces de biens et de services, les envois de migrants …etc…

**4 banques contrôlent 50% du marché des changes**Les banques qui disposent d’importantes liquidités poussent les monnaies à la hausse et à la baisse et jouent sur les dérivés.

**Scandales :**   
2013 manipulation du marché des changes par 15 banques (Deutsche Bank Goldman Sachs, HSBC …) pourtant dès 2012 des traders ont informé des pratiques… pourtant on a continué de laisser faire malgré quelques amendes ici ou là…

**Ex de fausses solutions :**   
Les enfumages : 2013 taxe d’un millième sur les transactions … mais insuffisant : ne porte ni sur les devises, ni sur les dérivés grâce au lobby bancaire (en France, entre autres)

**Les vraies solutions existent :   
-** Taxe Tobin : proposée il y a plus de 40ans … depuis la spéculation a été X 500  
- Interdiction de la spéculation sur les matières premières et les aliments, le trading à hautes fréquences, les CDS, les produits structurés, ou l’utilisation des paradis fiscaux… etc

**3.4 l’impunité, jamais sanctionné : « Too big to jail ?! »**

Imaginez après une longue enquête, on retrouve le narco trafiquant qui a écoulé plus de 10Md€ de cocaïne… drogue qui fait des ravages dans tout le pays…Au moment d’être interpellé le trafiquant dit au juge et à la police : «OK,  je vous propose 10 000€ mais vous me laissez en liberté et vous vous engagez à ne pas entamer de poursuites. Réponse du juge et de la police  …. OK d’accord, pas de problème ».

Étonnant !? Effarant !? Impossible !? c’est pourtant comme cela que ça fonctionne pour les banques. On connaît la maxime : « to big to faill » (trop grande pour faire faillite) on peut y ajouter : « to big to jaill » trop grande pour être condamnée. Pourtant les banques commettent des délits graves et coutumiers : escroquerie en bande organisée à l’encontre des clients, des (petits) actionnaires et des actionnaires publics, blanchiment d’argent du crime organisé, organisation systématique de la fraude fiscale à très grande échelle, manipulation en bande organisée des taux d’intérêts (Libor, Euribor…), manipulation en bande organisée des marchés de change, faux et usage de faux, délits d’initiés, destructions de preuves, enrichissement abusif, manipulation en bande organisée du marché des CDS, manipulation du marché physique des commodities, complicité dans des crimes de guerre, complicité avec des terroristes (après les cartels mexicain ou Al qaida , Daesh n’a pas plus de difficulté à utiliser les paradis fiscaux…) … La liste n’est pas exhaustive.

**6 exemples parmi des milliers et ce n’est que la partie émergée de l’iceberg :**

1. des États-Unis : affaire des prêts hypothécaires abusifs et des expulsions illégales de logement (14 millions de familles expulsées dont 500 000 de manière illégale, des millions sont tombées sous le seuil de pauvreté, le taux de suicides a fortement augmenté, les fonds de pension ont perdu 5400Md$... en 2013 le total des amendes payées par les banques s’élève à 86Md€ … mais … leurs bénéfices ont augmenté de 21%.

2. HSBC (1e banque britannique) collaboration avec des organisations terroristes liées au narcotrafic ; Blanchiment d’argent pour 881 Md$... malgré des avertissements répétés elle continue et ouvre même des guichets spéciaux pour déposer des valises d’argent liquide qui a l’odeur du sang quand on connaît le fonctionnement des cartels de la drogue au Mexique. 2012 HSBC a dû payer une amende de 19,9Md$ pour clore l’affaire (soit une semaine de salaire) … Vilain garnement ce n’est pas bien ! il ne faut pas recommencer ! Stephen Green qui a dirigé HSBC de 2003 à 2010 est quand même anobli par la reine d’Angleterre à la demande du premier ministre Cameron et devient en 2011 ministre du commerce et échappe ainsi à toute poursuite… ouf !

3. la manipulation des taux d’intérêt interbancaire et des taux sur les dérivés connue comme l’affaire du LIBOR (London Interbank Offered Rate) par un groupe de dix-huit banques pendant la période 2005-2010. Le LIBOR est le taux d’intérêt de référence sur base duquel se calculent les taux sur un marché de 350 000 milliards (350 millions de millions) de dollars d’actifs et de dérivés financiers, ce qui en fait le deuxième taux de référence le plus important au monde. En 2012, des preuves ont révélé la collusion entre de grandes banques, comme UBS, Barclays, Rabobank (Pays-Bas), Royal Bank of Scotland afin de manipuler le LIBOR conformément à leurs intérêts.

Bien que des procédures aient été engagées par les autorités de contrôle aux quatre coins de la planète : États-Unis, Royaume-Uni, le reste de l’Union européenne, Canada, Japon, Australie, Hong Kong, finalement, jusqu’ici, il n’y a aucune poursuite criminelle à l’encontre des banques et les amendes payées sont d’un montant ridicule en comparaison de l’ampleur de la manipulation (un peu moins de 10 milliards de dollars). […] aucune banque ne s’est vu retirer le droit d’opérer sur les marchés qu’elles ont manipulés en bande organisée, aucun dirigeant de banque ne s’est retrouvé sous les verrous.

4. le scandale des « prêts toxiques » en France ;

2011 commission d’enquête parlementaire : bilan : 18,8 Md€ de prêts toxiques concernant 5000 collectivités. Le gouvernement n’ayant pas pris de mesures, des collectifs d’audit citoyen sur les dettes locales se sont créés 🡪 2013 : 300 assignations en justice… dans plusieurs affaires les juges ont sanctionné les banques (pour différentes raisons comme le défaut de TEG) fin 2013 le gouvernement socialiste a proposé un article destiné à valider rétrospectivement les contrats des prêts toxiques illégaux … le conseil d’état a jugé cette mesure inconstitutionnelle : OUF !

5. les activités illégales de Dexia en Israël

6. UBS (Union des Banques Suisses) Sauvée en 2008 par une injection massive d’argent public… mais cela ne l’a pas empêchée d’être impliquée dans de nombreux scandales :

Manipulation du Libor, du marché des changes, spécialisation dans l’évasion fiscale à grande échelle.

Bilan justice (2014) :

* France : lent et timide,
* Belgique : rien,
* Allemagne : 200millions d’€ pour échapper à une condamnation (1% du montant des fraudes !)
* EU : Bradley Birkenfeld lanceur d’alerte sur les activités d’évasions fiscales d’UBS : 3 ans de prison ferme ! (mais il aura touché quelques millions de $ de l’IRS (Internal Revenue Service) chargé de collecter les infos des lanceurs d’alertes et de les rémunérer à la hauteur de leur révélation. La banque 900 millions de $ . Les dirigeants qui ont planifié : RIEN !

On pourrait continuer avec

* la Deutsche Bank ( montage frauduleux de la vente de certificats d’émission de CO2 … beaucoup moins de bruit que quand WW triche sur les données de pollution de ses moteurs) ,
* la Royal Bank of Scotland (accuse délibérément des PME d’avoir enfreint des clauses mineures, exige des frais exorbitants pour les pousser à la faillite et forcer à une restructuration. Une filiale de la banque achetait ensuite les actifs et les biens immobiliers bradés) https://www.bastamag.net/Evasion-fiscale-fraudes-et

**Conclusion** : sans oublier que ce sont les états avec les banques centrales qui ont mis à disposition quantité de monnaie pour la finance… mais tout ceci ne représente que la partie émergée de l’iceberg : c’est-à-dire les délits qui sont décelés, dont on communique… et qui avec un peu de chance entraînent des poursuites … mais au final, même dans ce cas, pour éviter les condamnations, les banques passent des accords avec la justice des états (qui manquent cruellement de fonds) et payent des amendes non dissuasives. Aucune banque n’est poursuivie en tant qu’institution, aucun dirigeant de banque n’a été condamné à de la prison (sauf Islande) (contrairement à des salariés qui ont défendu leur emploi cf les Goodyear 9 mois ferme). Les banques sont libres de poursuivre leurs actions comme le prouvent les rémunérations exorbitantes des dirigeants ou des traders.

Solutions : retirer la licence bancaire, poursuivre les dirigeants et les grands actionnaires, diviser les banques en plusieurs entités, socialisation des banques.

**Attention à l’enfumage : « on a mis en place de fortes régulations »**

La régulation des banques et des sociétés financières relèvent de la fantaisie. Les accords de Bâle 1, 2 et 3 n’y ont rien changé… ils permettent même de réduire à moins de 4 % le ratio capital/actifs tout en affichant officiellement 10%. Aucune des régulations contemporaines n’arrive à la hauteur de celles de l’après crise des années 30 comme le Glass Steagall Act.

Ce sont les financiers qui ont mis en place le système de calcul : les actifs jugés peu risqués (par les agences de notation) comptent moins, ils sont pondérés … effet pervers : comme les PME et les ménages ne sont pas jugés peu risqués, ils comptent à 100% dans le bilan des banques., les banques sont poussées à diminuer leur crédits envers eux… ou a les titriser c’est-à-dire à les vendre à des institutions financières et les sortir de leur bilan🡪 elles ne portent plus le risque des prêts qu'elles ont consentis.

Et il y a toujours le recours au hors bilan et au shadow banking pour tricher …

* Exemple Dexia : 2011 stress test réussi haut la main… les documents remis montraient un ratio fonds propres /actifs pondérés de 12% … en réalité avec les actifs pondérés 3%... 4 mois plus tard elle devait être sauvée pour la 2ème fois en 3 ans.
* Après la crise de 2008 aucune autorité n’a exigé qu’elles réduisent leur bilan, au contraire elles ont même été abreuvées de liquidités (par la FED ou la BCE… qui ont également racheté les actifs toxiques dont les banques n’arrivent plus à se débarrasser… autant continuer à prendre des risques à ce jeu là

**3.5 l’ignorance (média, lobbying, lien sur le quotidien…)**

* A Bruxelles le lobbying est intense, les représentants des grandes banques sont plus nombreux et plus présents que les députés européens. Ils disposent d’un budget de 300M€. De nombreux anciens dirigeants de grandes banques sont placés aux plus hautes fonctions (ex :Mario Draghi, ex gradé de Goldman Sachs président de la BCE …etc)
* Menace la plus forte : la dette publique ou dette de La haute finance ?

La montagne de dette financière nous concerne car nous sommes au bout de la chaîne… encore faut-il avoir conscience d’être enchaîné. Faire passer LA dette publique pour la menace la plus forte et justifier les attaques contre les droits sociaux est assez facile … Aucune faillite bancaire depuis 2007 n’a été due à un défaut de paiement d’une dette d’un état, ce qui menace les banques c’est le montage des dettes privées qu’elles ont conçu. Ex :Dexia 2001 : dettes exigibles et contrats de dérivés représentent près de 900Md€ soit 2,5 x le PIB de la Belgique… mais les dirigeants ont prétendu que le problème venait de la crise des dettes souveraines grecques . Celles-ci ne dépassaient pas 2 MD€ … par contre rappelons que Dexia a été renflouée de 10Md€ par les États français et belge, ce qui a creusé leur dette d’autant. Le sauvetage des banques et du système financier est le principal responsable de l’augmentation des dettes souveraines depuis la crise de 2008.

**3.6 la politique des dirigeants européens est une réussite !**

Considérer que la politique des dirigeants européens est un échec parce que la croissance économique n’est pas de retour et que le chômage reste endémique… c’est largement se tromper de critère d’analyse.

Les plus importants dirigeants européens sont liés directement au monde des affaires comme on le voit parfois quand un scandale éclate.

* 1. Pour avancer dans la plus grande offensive menée depuis la Seconde Guerre mondiale contre les droits économique et sociaux, les gouvernements et le patronat utilisent plusieurs armes :
* L’augmentation très importante du chômage
* Le remboursement de la dette publique
* La recherche de l’équilibre budgétaire comme prétexte à des coupes sévères dans les dépenses sociales et les services publics
* La quête de l’amélioration de la compétitivité entre les états 🡪 diminution des salaires des indemnités sociales… (les salaires des travailleurs des pays les plus forts sont autour du triple des pays les plus faibles… pire encore pour le salaire minimum… on retrouve rarement une disparité si importante et si proche territorialement dans le monde…
  1. L’action des gouvernements et des banques centrales en soutien aux banques leur a rapporté d’énormes bénéfices

Ex après 2010 pour les prêts à 10ans les banques n’acceptaient les prêts pour l’Irlande ou le Portugal qu’autour de 10% (alors qu’elles empruntent à 1%... soit un rendement de 100% par rapport au capital investi !!). Ils étaient convaincus que l’UE et la BCE devraient d’une manière ou d’une autre venir en aide … et ils ne se sont pas trompés.

Le cumul des prêts des banques centrales aux banques privées depuis 2007 à 2013 dépasse les 20 000 Md$. (presque la moitié du PIB mondial) … (et comme cela rapporte moins il y a en parallèle diminution du crédit bancaire pour les particuliers et les PME (qui représentent la majorité des emplois !).

Les politiques ne sont pas forcément un échec, cela dépend du point de vue .